

## Vers Rio+20 et le Sommet des peuples

Nicolas Haeringer

Number 756, April–May 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67184ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Haeringer, N. (2012). Vers Rio+20 et le Sommet des peuples. *Relations*, (756), 6–7.



civiliste, centrée sur l'intervention de l'État. Deux conceptions de la laïcité peuvent y être associées: l'une plus ouverte par sa considération des droits individuels, l'autre plus proche du républicanisme français par son approche plus politique et institutionnelle. Discutant le cas particulier de la protection du droit à l'égalité homme/femme, Hélène Tessier a insisté sur l'impossibilité de formuler une doctrine de la hiérarchie des droits; elle a plaidé pour une conception sobre de la laïcité, résultant d'une évolution historique distincte du processus de la sécularisation, avec lequel elle est trop souvent confondue.

Micheline Labelle a consacré sa présentation à une critique d'une interprétation exclusivement culturelle du malaise identitaire et elle a plaidé pour une approche politique du discours sur la laïcité. Se centrer sur la stricte dimension culturelle a pour

effet de dépolitiser les questions de la citoyenneté, alors que, comme elle l'a fait voir dans un rappel historique très nuancé, l'histoire de la laïcité au Québec est d'abord celle d'une libération politique d'une tutelle religieuse et cléricale. Référant au théoricien Tariq Modood et à sa notion de «multiculturalisme civique», elle a mis de l'avant une citoyenneté fondée sur l'énoncé de valeurs communes. Ce théoricien distingue en effet la constitution, les lois et les règles politiques fondées sur des valeurs communes («core values»). Micheline Labelle inscrit sa pensée dans ce pluralisme civique et pense que la souveraineté nationale en constitue la condition la plus nette.

Michèle Vatz-Laaroussi a pour sa part critiqué un certain nombre de préjugés et de stéréotypes concernant l'immigration. La perception des valeurs et visions du monde des immigrants est souvent erratique et fondée sur une sélection de cas très minoritaires. Par exemple, la thèse selon

laquelle les immigrants musulmans seraient majoritairement des religieux intégristes ou encore le préjugé qui associe l'intégrisme à l'islam, en faisant l'impasse sur l'intégrisme juif et chrétien. La discussion qu'a soulevée le guide municipal *Énoncé des valeurs : des clés pour mon intégration à Gatineau*, publié en décembre 2011, a permis de faire le point sur la dissémination de ces préjugés dans les textes publics et sur la nécessité de les critiquer.

Deux constats me semblent s'imposer à la suite de cette journée. En premier lieu, la nécessité de maintenir une activité critique concernant le discours public, toujours menacé de raccourcis dangereux concernant les représentations, mais peut-être surtout la prise de conscience du tournant politique de la question de la laïcité, indispensable pour sortir des ornières du multiculturalisme. ●

## Vers Rio+20 et le Sommet des peuples

Alors que les Nations unies succombent à l'idée d'étendre la logique marchande au vivant dans le contexte de la crise climatique, les altermondialistes se mobilisent.

**NICOLAS HAERINGER**

La Conférence des Nations unies sur le développement durable (communément appelée Rio+20) se tiendra à Rio, au Brésil, du 20 au 22 juin prochain. Alors que l'ONU s'apprête à répondre à l'urgence environnementale par l'extension de la logique marchande à l'ensemble du vivant, le mouvement altermondialiste continue de montrer sa pertinence en

inventant des modes de développement alternatifs et en construisant des réponses durables aux multiples crises – économique, financière, sociale et écologique. Fin janvier à Porto Alegre, le Forum social thématique, intitulé «Crise du capitalisme, justice sociale et environnementale», s'est ainsi affirmé comme un «Rio alternatif». Quelque 20 000 participants y ont préparé leur participation au Sommet des peuples qui se déroulera en marge de Rio+20.

Une première version de l'accord que devrait adopter l'ONU, intitulé «Le futur que nous voulons», a été rendue publique alors que s'ouvrait le forum de Porto Alegre. Ce texte devrait peu évoluer d'ici juin. Il entend promouvoir l'économie dite «verte» comme alternative aux impasses d'un capitalisme débridé, destructeur des écosystèmes. Il s'agit en quelque sorte de reproduire ce que le précédent sommet de Rio, en 1992, est parvenu à réaliser en imposant le concept de «développement durable».

Le projet d'accord de Rio+20 est en apparence séduisant: il est censé définir le cadre de la transition d'une économie «brune» (basée sur l'extraction

L'auteur est membre  
du comité de rédaction  
de la revue  
*Mouvements*  
(<mouvements.info>)



des ressources naturelles, notamment fossiles) vers une économie «verte». Mais il ne se fonde pas sur la volonté de tendre vers des sociétés énergétiquement sobres et respectueuses des écosystèmes. Il ambitionne plutôt d'inventer un monde de l'après-pétrole dans lequel la raréfaction des énergies fossiles serait compensée par l'utilisation des ressources biologiques, afin de continuer à faire croître la production industrielle. Il représente ainsi l'un des derniers chaînons de la marchandisation du monde et projette d'étendre les mécanismes de marché (brevetabilité du vivant, valorisation et commercialisation des «services» rendus par la nature, compensation des émissions de dioxyde de carbone, etc.) à l'ensemble du vivant.

Dans la mesure où certaines puissances du Sud (comme le Brésil) sont tentées d'y voir une occasion supplémentaire de poursuivre leur développement, il n'est guère probable qu'un



titre de jouir d'une excellente réputation auprès des organisations de la société civile, parce qu'elles constituent le seul cadre démocratique multilatéral – que n'offrent pas les négociations bilatérales ou les institutions comme l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Le Forum social thématique de Porto Alegre constituait donc une étape vers le Sommet des peuples et Rio+20 afin d'approfondir les alternatives décrites dans l'«Accord des

la nature centrée sur l'humain – dite anthropocentrée – pour passer à une vision «biocentrée» qui tienne compte



des interactions entre l'humain et la nature. La reconnaissance des droits de la nature (effective dans la Constitution de l'Équateur ou dans l'idée d'une déclaration universelle des droits de la «Terre-Mère» promue par le président bolivien Evo Morales) et l'invention de la notion de «Bien-Vivre», cadre politique essayant de concilier justice sociale et sobriété, en sont des jalons importants.

Là où les élites mondiales échouent à penser les problèmes globaux dans leur dimension locale, la forme du forum social est particulièrement adaptée à l'articulation du local et du global, ainsi qu'à la construction «par le bas» d'alternatives au changement climatique et à la perte de la biodiversité, à partir des expériences des communautés indigènes et paysannes. C'est là tout son intérêt. À Rio, la transition vers un monde réellement durable ne se discutera et ne se préparera pas tant dans le Sommet officiel que dans le Sommet des peuples, déclinaison *ca-rioca* du Forum social mondial. ●

Photos :  
Nicolas Haeringer



front des pays émergents vienne contrecarrer ce projet. La société civile a donc un rôle clé à jouer tant dans la dénonciation du contenu de l'accord que dans la formulation d'alternatives crédibles. La tâche n'est pas aisée, d'autant que les arènes onusiennes, même imparfaites, continuent à juste

peuples», adopté lors de la Conférence mondiale des peuples sur le changement climatique et les droits de la «Terre-Mère», tenue à Cochabamba en Bolivie, en 2010. Essentiellement, les discussions et analyses menées dans ces événements portent sur la nécessité de rompre avec une conception de